

RÉSUMÉ

ÉTUDES DE CAS SUR LES PRISES DE PAROLE PUBLIQUES DE MSF

CRIMES DE GUERRE ET POLITIQUES DE TERREUR EN TCHETCHENIE 1994-2004

LAURENCE BINET

Le résumé décrit le contexte ainsi que la forme et la teneur [DS2.1]des prises de parole publiques de MSF et les principaux dilemmes auxquels elles essayaient de répondre.

Il s'inscrit dans le cadre d'une publication plus détaillée qui reconstitue les événements à partir d'extraits de documents issus des archives de MSF ou de la couverture médiatique de l'époque, ainsi que d'entretiens avec le personnel de MSF.

Vous pouvez télécharger la publication complète sur notre site :

<https://www.msf.org/fr/speakingout/etudes-de-cas-sur-les-prises-de-parole-publiques-de-msf>

Les études de cas sur les prises de parole publiques (Speaking Out Case Studies - SOCS) de MSF sont développées sous la responsabilité de MSF International. L'ensemble des études est disponible en accès libre, en anglais et en français.

PERSONNES INTERVIEWÉES ET LEUR FONCTION AU MOMENT DES ÉVÉNEMENTS

(Entretiens réalisés en 1998, 2000, 2008 et 2009)

A

Membre du personnel local de MSF recruté dans le Caucase du Nord

B

Membre du personnel local de MSF recruté dans le Caucase du Nord

Loïck Barriquand

MSF France, responsable de programme de septembre 2000 à 2005

Dr José-Antonio Bastos

MSF Hollande, directeur des opérations chargé des programmes dans le Caucase du Nord de 2001 à 2003

Vincent de Bellefroid

MSF France, coordinateur de projet à Chatoï (Tchétchénie) de février à mai 1995, puis d'août 1996 à juillet 1997, coordinateur du projet Caucase du Nord de juin à septembre 2001

Samantha Bolton

MSF International, chargée de communication

Dr Jean-Hervé Bradol

MSF France, directeur de la communication de 1996 à 1998, directeur des opérations de 1998 à 2000, président du conseil d'administration de mai 2000 à mai 2008

Dr Rony Brauman

MSF France, président du conseil d'administration de MSF France de 1982 à 1994, directeur d'études à la Fondation MSF/Crash depuis 1994

C

Membre du personnel local de MSF recruté dans le Caucase du Nord

William Claus

MSF Belgique, coordinateur d'urgence de 1994 à 1996

Dr Eric Comte

MSF France, coordinateur de projet dans la vallée de la Pankissi (Géorgie) de décembre 1999 à avril 2000, responsable de terrain Caucase du Nord d'avril à septembre 2000

Steve Cornish

MSF France, coordinateur en Géorgie de janvier à avril 2000, puis en Ingouchie de septembre 2000 à janvier 2001; MSF Suisse, représentant en Fédération de Russie d'août 2002 à avril 2004

D

Membre du personnel local de MSF recruté dans le Caucase du Nord

Austen Davis

MSF Hollande, directeur général de 1999 à 2004

Dr Alain Devaux

MSF Belgique, responsable de programme de 1994 à 1996

Jean-Christophe Dollé

MSF Belgique, coordinateur de projet Caucase du Nord de mars à novembre 2000

[...]

MSF France, adjoint à la responsable juridique de 1995 à 2005

E

Membre du personnel local de MSF recruté dans le Caucase du Nord

Anne Fouchard

MSF France, directrice adjointe de la communication de juillet 2000 à juillet 2004

Kenny Gluck

MSF Hollande, conseiller et coordinateur pour le Caucase du Nord de novembre 1999 à janvier 2001, directeur des opérations de 2001 à 2005

Graziella Godain

MSF France, coordinatrice d'urgence pour le Caucase du Nord de février à octobre 1996, coordinatrice de la cellule de crise sur l'enlèvement de Christophe André de juillet à octobre 1997

Dr Eric Goemaere

MSF Belgique, directeur général de 1996 à 1999

M

Membre du personnel de MSF recruté dans le Caucase du Nord, 1995-2009

Anne-Marie Huby

MSF Royaume-Uni, directrice générale.

Michiel Hofman

MSF Hollande, coordinateur pour le Caucase du Nord de mai 2001-juillet 2003

François Jean

MSF France, directeur d'études à la Fondation MSF jusqu'en décembre 1999

[...]

MSF Belgique, coordinatrice de projet en Tchétchénie en 1995 ; MSF États-Unis, chargée de mission, département des programmes de 2001 à 2002

Dr Thomas Nierle

MSF Suisse, responsable des urgences puis directeur des opérations de 2000 à 2004

Dr Bart Ostyns

MSF Belgique, coordinateur de projet en Tchétchénie de 1995 à 1996, task force Caucase du Nord de 1999 à 2001

Christopher Stokes

MSF Belgique, coordinateur à Moscou de 1994 à 1996

Gabriel Trujillo

MSF France, coordinateur dans le Caucase du Nord de janvier 2002 à juillet 2003

Dr Brigitte Vasset

MSF France, directrice des opérations de 1990 à 1998, coordinatrice d'urgence dans la vallée de la Pankissi (Géorgie) d'octobre 1999 à janvier 2000

Rafael Vilasanjuan

MSF International, secrétaire général de janvier 2001 à janvier 2004

RÉSUMÉ

Le 1^{er} novembre 1991, la Tchétchénie, une république du Caucase du Nord dont le peuple a payé à plusieurs reprises au prix fort son opposition au pouvoir central de Moscou, se déclare indépendante de la Fédération de Russie. En janvier 1992, le président tchétchène Djokhar Douaïev refuse de signer le traité d'adhésion de la Tchétchénie à la Fédération de Russie puis fait adopter une Constitution tchétchène. En juin 1993, il dissout le Parlement resté acquis à Moscou et s'attribue les pleins pouvoirs. Pendant l'été 1994, ses forces défont celles de l'opposition intérieure, soutenues et formées par Moscou.

En décembre 1994, les forces russes pénètrent sur le territoire tchétchène pour officiellement « désarmer les parties au conflit ». La guerre qui s'ensuit est présentée par les autorités russes comme une opération de police menée sur le territoire de la Fédération. Des villes et des villages entiers sont pilonnés et détruits par les forces fédérales, qui s'efforcent de faire en sorte qu'aucun témoin n'assiste aux bombardements des populations civiles en refusant aux organisations humanitaires internationales l'accès à des régions entières.

À l'été 1996, le conflit s'achève par la victoire militaire des indépendantistes tchétchènes sur l'armée russe, qui se retire momentanément du pays.

Le président Aslan Maskhadov, élu en 1997, ne parvient pas à ramener la stabilité dans un pays détruit par la guerre et gangrené par les mafias qu'elle a nourries et doit composer avec la montée des radicaux islamistes.

Les enlèvements de cadres d'entreprises, travailleurs humanitaires et journalistes internationaux se multiplient, contribuant à déstabiliser le Caucase du Nord et à y décourager la présence d'étrangers.

En août 1999, un groupe de rebelles radicaux tchétchènes mène une incursion armée au Daguestan. Plusieurs attentats à la bombe, qui font des centaines de victimes à Moscou, leur sont également attribués.

Les forces russes interviennent alors de nouveau en Tchétchénie pour mener ce que Moscou qualifie cette fois d'« opération antiterroriste ». Après la période de bombardements intensifs qui anéantit villes et villages et pousse plus de 200 000 Tchétchènes à se réfugier dans les républiques voisines s'instaure une phase qualifiée de « normalisation » par les autorités fédérales. Elle se caractérise par l'imposition de la terreur qui fait disparaître des milliers de civils dans les opérations de nettoyage et les camps de torture. De son côté, une partie de la résistance tchétchène se radicalise, débordant le président Maskhadov, dont la légitimité n'est plus reconnue par Moscou. Les rebelles multiplient les attentats contre les représentants du pouvoir fédéral et l'administration tchétchène prorusse que le Kremlin met en place.

Dès la fin de l'année 2000, les autorités fédérales commencent à faire pression sur les réfugiés tchétchènes dans les républiques voisines pour les obliger à rentrer en Tchétchénie afin de montrer aux États et aux institutions internationales que la situa-

tion y est en voie de normalisation. En réalité, les conditions de vie et de sécurité dans ce pays en ruine sont catastrophiques. Les secours qui parviennent à la population tchétchène sont dérisoires en raison du climat de terreur qui compromet les actions des organisations internationales et des détournements massifs entretenus par une administration et des forces armées corrompues.

En mai 2002, un accord de rapatriement en 20 points signé par les autorités ingouches et le gouvernement fédéral formalise le démantèlement par la force des camps de réfugiés tchétchènes et le retour de ceux-ci dans leur pays dévasté.

QUE FAIT ET VOIT MSF ?

Pendant la première guerre, les équipes de Médecins Sans Frontières s'efforcent de franchir les obstacles posés par les forces russes et de porter secours aux populations civiles sur le territoire tchétchène et dans les républiques voisines. Elles approvisionnent les hôpitaux en médicaments et matériel médical, opèrent les blessés, négocient et obtiennent parfois l'évacuation des patients lors des opérations de pillage des villages.

En avril 1996, une administratrice expatriée de la section belge est enlevée et retenue en otage pendant plusieurs semaines. Puis une succession de menaces, d'autres tentatives d'enlèvements, d'attaques à main armée, de cambriolages des locaux de l'organisation et le meurtre de six employés du CICR, en décembre 1996, amène MSF à fermer progressivement ses programmes. En juillet 1997, l'administrateur de la section française est enlevé en Ingouchie. En octobre, il s'évade et MSF quitte le Caucase du Nord.

À l'automne 1999, lorsque les hostilités reprennent en Tchétchénie, les sections opérationnelles de MSF éprouvent réticences et difficultés à intervenir dans ce contexte de guerre totale et d'insécurité majeure pour les volontaires expatriés.

Courant 2000, les différentes sections lancent progressivement des activités de soutien aux réfugiés dans les républiques voisines de Géorgie, d'Ingouchie et du Daguestan. Les opérations en Tchétchénie sont mises en œuvre en grande partie par du personnel local, formé et supervisé à distance par des équipes d'expatriés basées à Moscou et à Nazran, qui se rendent ponctuellement sur le terrain. Cette prudence se renforce après la prise en otage en Tchétchénie, en janvier 2001, pendant trois semaines, du coordinateur de MSF Hollande, qui avait réussi, avec l'aide d'une solide équipe locale, à établir un système d'approvisionnement des hôpitaux de Tchétchénie en médicaments et matériel médical.

En Ingouchie, les efforts des équipes MSF pour améliorer concrètement les conditions de vie des réfugiés se heurtent à la volonté des autorités de maintenir ces derniers dans la précarité pour les pousser à rentrer en Tchétchénie.

À l'été 2002, alertes, menaces, tentatives et incidents d'enlèvement se multiplient dans le Caucase du Nord. Le 12 août 2002, le coordinateur de MSF Suisse, de nationalité néerlandaise, est enlevé au Daguestan. Pendant ses dix-huit mois de captivité, au-delà du drame lui-même, la dégradation des relations de MSF avec sa famille et les autorités néerlandaises comme celle du climat entre les sections MSF impliquées dans la résolution de l'affaire fragilisent le fonctionnement interne et la position de l'organisation en Fédération de Russie. Des opérations continuent toutefois à être menées par le personnel national en Ingouchie et en Tchétchénie.

Pendant toute cette période de présence sur le territoire de la Fédération de Russie, MSF fait de manière récurrente l'objet de rumeurs lancées et entretenues par des représentants de l'armée ou de l'administration et relayées par les médias russes, qui accusent ses équipes d'activités d'espionnage et de soutien aux rebelles tchétchènes.

Au total, la stratégie d'intimidation et de terreur des autorités russes dans le Caucase du Nord impacte les travailleurs humanitaires comme les populations auxquelles ils portent secours.

QUE DIT MSF ?

Pendant la première guerre, communiqués et témoignages de volontaires dans la presse internationale décrivent la violence dont font preuve les forces russes à l'égard des civils dans leur conduite de la guerre et les entraves posées aux organisations de secours.

En mai 1995, le bombardement massif de Chatoï et l'évacuation forcée de l'équipe MSF et de ses patients font l'objet d'une communication publique et d'un rapport dénonçant le non-respect du droit humanitaire par les forces russes.

En avril 1996, après le pilonnage de plusieurs villes du sud de la Tchétchénie, renforcé d'une interdiction d'accès aux organismes de secours, MSF tient une conférence de presse internationale à Moscou et diffuse un rapport documentant, à partir de récits de survivants et de volontaires, le ciblage des civils par les forces russes. L'enlèvement d'une administratrice de la section belge quelques jours après cette conférence de presse incite certains à envisager un lien de cause à effet entre les deux événements.

De juillet à octobre 1997, pendant un nouvel enlèvement, concernant cette fois-ci l'administrateur de la section française en Ingouchie, MSF choisit de ne communiquer qu'avec les journalistes susceptibles de lui apporter des informations. En octobre, après l'évasion rocambolesque de l'otage, MSF organise une conférence de presse au cours de laquelle ce dernier décrit les conditions bien réelles de cette évasion, qui suscitait de prime abord une certaine incrédulité.

À la reprise des hostilités à l'automne 1999, malgré un déploiement opérationnel limité, MSF se lance dans la dénonciation publique de la conduite de la guerre par les forces russes. En novembre, elle demande la réouverture immédiate de la frontière entre la Tchétchénie et la Géorgie et le respect du droit de fuite des civils tchétchènes. En décembre, en recevant le prix Nobel de la paix à Oslo, ses représentants lancent un appel au cessez-le-feu à Grozny, la capitale tchétchène, qui est sous le coup d'un ultimatum d'évacuation et de destruction totale par les forces russes. Début 2000, un rapport composé de récits de réfugiés tchétchènes en Géorgie est diffusé à la presse internationale et MSF qualifie de « guerre » ce que les autorités russes continuent à présenter comme une opération antiterroriste.

Au sein de MSF, certains questionnent la validité des récits de réfugiés qu'ils qualifient « de seconde main ». D'autres considèrent que la qualification de situation de guerre n'apporte rien et que de toute façon ce n'est pas à MSF de la porter.

Pendant l'année 2000, au cours de ses activités dans les structures de santé tchétones, le personnel national de la section hollandaise collecte des récits sur les exactions des forces russes contre les civils. À l'automne 2000, ces récits servent de base à une campagne de communication en Europe. En janvier 2001, le coordinateur de la section hollandaise, qui s'est beaucoup exprimé lors de cette campagne mais aussi dans les médias russes, est pris en otage pendant trois semaines. Là encore, un rapprochement entre ces deux événements est évoqué par certains, même si l'identité de ses ravisseurs contredit finalement cette hypothèse.

En janvier 2002, MSF lance une campagne de communication dénonçant les pressions exercées pour forcer les réfugiés tchétones en Ingouchie au rapatriement. Le temps d'une conférence de presse à Paris, elle s'associe à Sergueï Kovaliov, ancien dissident, député de la douma et militant des droits de l'homme. Cette campagne se prolonge au printemps et à l'été 2002, contre le plan de rapatriement en 20 étapes établi par les autorités russes et ingouches.

Dans les premiers mois qui suivent l'enlèvement, en août 2002, du coordinateur de MSF Suisse au Daguestan, la communication de l'organisation sur la région se limite à demander la libération de son volontaire. Ainsi, en octobre 2002, elle s'abstient de toute communication publique sur la situation sanitaire désastreuse dont son équipe est témoin dans un hôpital moscovite, après un assaut au gaz mené par les forces russes pour libérer près de 800 personnes, prises en otage par des rebelles tchétones dans le théâtre de la Doubrovka.

À partir de janvier 2003, confronté à l'absence d'informations sur le sort de son volontaire, MSF décide de changer de stratégie et de donner plus de visibilité à l'enlèvement dans les médias: lancement d'une pétition mondiale demandant la libération de l'otage; communiqués de presse marquant les dates-anniversaires ou l'obtention de preuves de vie; conférences de presse avec la famille et des représentants des autorités néerlandaises, etc.

En mars 2003, malgré la prudence requise par la poursuite de l'enlèvement, MSF dénonce publiquement la destruction des logements que ses équipes ont construits pour les réfugiés tchétones en Ingouchie. En mai, elle donne une conférence de presse à Moscou et publie un rapport fondé sur une enquête auprès des réfugiés, qui montre que plus de 90 % d'entre eux refusent de rentrer en Tchétchénie, essentiellement pour des raisons de sécurité.

Courant 2003, dans ses communiqués et les déclarations à la presse de certains de ses responsables, l'organisation met en avant le manque d'implication des autorités russes dans l'enquête et les efforts pour obtenir la libération de l'otage, alors que ce dernier a été enlevé sur leur territoire.

À partir de mars 2004, sur la base d'éléments obtenus auprès d'enquêteurs privés et d'un journaliste d'un hebdomadaire russe indépendant, une stratégie plus offensive est lancée qui accuse des membres des Parlements russe et daguestanais et pointe l'implication des services spéciaux russes. Cette ligne de communication fait l'objet de graves désaccords entre MSF et la famille de l'otage ainsi que les responsables du

gouvernement néerlandais, qui considèrent que la mise en cause des autorités et des services russes ne peut qu'être nuisible à une libération.

Elle crée aussi de lourdes tensions au sein du mouvement. Certains pensent que MSF, ne pouvant avancer aucune preuve concrète pour étayer ces accusations, devrait s'abstenir de les mettre en avant. De plus, la section néerlandaise rencontre de sérieuses difficultés à se positionner à contre-courant d'une opinion publique nationale qui soutient la ligne de prudence diplomatique de son gouvernement. L'otage est finalement libéré le 11 avril 2004.

Pendant toute cette période, MSF accompagne toutes ses prises de parole publiques, sur la situation en Tchétchénie, le sort des réfugiés et l'enlèvement de volontaires, de rencontres diplomatiques régulières, destinées à sensibiliser les responsables politiques susceptibles d'avoir une influence sur les acteurs au conflit. Ainsi, toutes les occasions de visites d'officiels russes dans des États européens ou nord-américains et de sommets internationaux incluant la Fédération de Russie sont saisies pour interpellier publiquement les uns et les autres. À trois reprises, en janvier et en novembre 2000 puis en janvier 2002, MSF est auditionnée par le Conseil de l'Europe sur la situation en Tchétchénie et sur le sort des réfugiés. En avril 2002, ses représentants sont entendus par la Commission des droits de l'homme de l'ONU. Chacune de ces auditions fait l'objet d'une communication publique de la part de l'organisation.

QUESTIONNEMENTS ET DILEMMES

Tout au long de cette période, les positionnements opérationnels et l'expression de MSF dans l'espace public suscitent toute une série de questionnements et de dilemmes qui donnent lieu à réflexions, débats et controverses au sein de l'organisation et avec ses partenaires extérieurs :

- ▶ La prise de parole publique est-elle un moyen d'action pertinent ?
 - Face à la Russie, superpuissance possédant un veto au Conseil de sécurité de l'ONU et une tradition de contrôle propagandiste de l'espace public héritée d'un passé qui ignorait largement la liberté d'expression :
 - est-il réaliste de miser sur la sensibilisation des autres États membres de l'ONU, via leurs opinions publiques ?
 - faut-il ignorer les accusations d'espionnage régulièrement émises contre MSF dans les médias russes, ou y répondre ?
- ▶ Dans un contexte de terreur, face à un régime qui nie la réalité de la guerre :
 - en quoi est-il utile que cette situation soit qualifiée de « *guerre* » ?
 - est-ce le rôle de MSF de plaider pour cette qualification ?
- ▶ Compte tenu des risques d'agressions et d'enlèvements encourus par le personnel dans le Caucase du Nord, peut-on justifier la faible présence opérationnelle de MSF par la nécessité d'alimenter une prise de parole publique dénonçant les persécutions contre la population tchétchène ?
- ▶ Les prises de parole publiques sur le Caucase du Nord doivent-elles être modérées pour ne pas compromettre les activités de MSF dans les autres régions de la Fédération de Russie ?

- ▶ Existe-t-il – comme la succession des événements pourrait le laisser penser – un lien de cause à effet entre les prises de parole publique de MSF et les incidents de sécurité contre son personnel ? Faut-il tenir compte de cette éventualité dans les décisions de prise de parole publique, et comment ?
- ▶ Lorsqu'un membre du personnel de MSF est pris en otage :
 - faut-il s'exprimer dans les médias pour lui donner une visibilité qui le protégerait, ou au contraire rester le plus discret possible pour éviter d'accroître sa « valeur marchande » ?

Pour citer ce contenu :

Laurence Binet, « Crimes de guerre et politiques de terreur en Tchétchénie 1994-2004 », Études de cas sur les prises de parole publiques de MSF, juin 2010.

<https://www.msf.org/fr/speakingout/crimes-de-guerre-et-politiques-de-terreur-en-tchetchenie-1994-2004>

NOTA BENE

Pour des raisons de sécurité, les noms des membres du personnel de MSF recrutés dans le Caucase du Nord qui s'expriment ou sont cités dans ce document ont été réduits à une lettre de l'alphabet, qui ne correspond pas à leurs initiales ou indiqué par [...].

D'autre part, cette étude de cas n'évoque l'affaire de l'enlèvement d'Arjan Erkel et de sa résolution que dans sa dimension liée aux prises de parole publiques de MSF et aux dilemmes posés. On n'y trouvera donc aucun élément concernant le détail de cette affaire ni le contenu des enquêtes. On n'en trouvera pas non plus sur le procès intenté à MSF par les autorités néerlandaises à la suite de la libération d'Arjan Erkel.

Merci pour votre lecture.

Si vous souhaitez en savoir plus sur ces événements, nous vous invitons à consulter le site du projet SOCS, où vous trouverez

- l'étude complète ;
- des cartes indiquant les lieux où MSF est intervenu ;
 - une chronologie détaillée ;
- des vidéos de MSF et des extraits de documents de l'époque.

Certaines études ont également été adaptées sous forme de podcasts et font l'objet de cours en ligne.

Retrouvez l'ensemble des études de cas sur les prises de parole publiques de MSF ici :

<https://www.msf.org/fr/speakingout/etudes-de-cas-sur-les-prises-de-parole-publiques-de-msf>